



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/813
S/16554
11 mai 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 41 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 10 mai 1984, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Turquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 7 mai 1984, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre, ainsi que celui de la pièce jointe, en tant que document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) A. Coşkun KIRCA

19

ANNEXE

Lettre datée du 7 mai 1984, adressée au Secrétaire général
par M. Nail Atalay

J'ai l'honneur, par la présente, de me référer au document A/38/808-S/16497 et d'appeler votre aimable attention sur les faits ci-après, qui permettent de récuser les allégations sans fondement faites dans le document susmentionné.

Vous n'êtes pas sans savoir que, s'étant vu refuser pendant 20 ans par les Chypriotes grecs l'exercice de ses droits légitimes de cofondateur de la République binationale de Chypre, le peuple chypriote turc a exercé son droit inaliénable à l'autodétermination et créé son propre Etat à Chypre-Nord le 15 novembre 1983, afin notamment de réaffirmer son égalité politique face à l'intransigeance chypriote grecque.

Il est tout à fait inacceptable que l'échange d'ambassadeurs qui a eu lieu le 17 avril 1984 entre la Turquie et la République turque de Chypre-Nord et que les Chypriotes grecs ont utilisé comme prétexte pour recourir de nouveau au Conseil de sécurité, donne lieu à exploitation politique.

Si un pays reconnaît un nouvel Etat, l'échange de représentants diplomatiques constitue la conséquence juridique et naturelle de cette reconnaissance.

La Turquie ayant décidé de reconnaître la République turque de Chypre-Nord, en novembre 1983, l'échange d'ambassadeurs a constitué une simple formalité qui devait être menée à bien dès que cela convenait aux deux parties. C'est ce qui a été fait le 17 avril 1984, par la présentation des pouvoirs des ambassadeurs de la République de Turquie et de la République turque de Chypre-Nord à Lefkosa et à Ankara respectivement. Contrairement à ce qu'affirme l'administration chypriote grecque pour déformer délibérément les faits, cet acte n'est nullement lié à la présence, à cette date, de votre représentant spécial à Chypre, qui n'avait annoncé son arrivée que quelques jours plus tôt.

Les allégations sans fondement qui figurent dans le document susmentionné doivent donc être considérées comme s'inscrivant dans le cadre de la politique chypriote grecque qui consiste à refuser au peuple chypriote turc l'exercice de ses droits et libertés fondamentaux.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord,

(Signé) Nail ATALAY

